



Un espoir de sauver l'école Jean-de-la-Fontaine

Le président d'Argentan intercom a entendu les propositions des parents d'élèves, lundi. Une réunion de travail se tiendra pour explorer les solutions de survie de l'école primaire.

L'école primaire Jean-de-la-Fontaine va-t-elle survivre au-delà de la rentrée 2024 ? Une soixantaine de parents d'élèves, grands-parents et soutiens ont obtenu un petit espoir lors de la réunion, lundi, avec Argentan intercom.

Après avoir posté sur Facebook leur « **désarroi depuis l'annonce, par des représentants de l'intercommunalité Terre d'Argentan, de sa volonté de fermer purement et simplement l'école Jean-de-la-Fontaine** », créé une pétition en ligne et déposé des banderoles devant l'école – « Pas d'économies sur l'avenir de nos enfants » et « Une école qui ferme c'est une ville qui meurt » – en fin de semaine dernière, ils avaient préparé leurs arguments pour défendre « **leur école** ».

Les postes, c'est l'Éducation nationale

Devant les parents d'élèves en colère, le président de l'intercom Frédéric Leveillé, et Jean-Louis Méneroul, vice-président de l'intercom en charge des affaires scolaires, se défendaient d'être à l'origine de la décision de fermeture de l'école puisque « **la gestion du personnel enseignant, et donc des postes, revient à l'Éducation nationale.** » Pour les parents, il était clair que « **le Dasen** (directeur académique des services de l'Éducation nationale) **n'est pas au courant de cette décision, donc c'est normal qu'il ne soit pas là.** » Le président a laissé la parole aux parents après avoir retracé les grandes lignes de la gestion de cette école « **construite en 1982 et pour trente ans** », et dont les chiffres prospectifs voient la fréquentation baisser à 77 élèves pour l'année scolaire 2023-2024 et à 62 élèves en 2025-2026.

En passant, Frédéric Leveillé s'est étonné de ne pas avoir été sollicité par ces parents lors de l'annonce de la fermeture d'une classe pour la prochaine rentrée, contrairement à Trun ou Gouffern-en-Auge où il s'est rendu. « **Nous étions d'accord pour la fermeture d'une classe**, a répondu, réaliste, Benoit Hubner. **Mais l'an dernier, lors de**

la kermesse vous m'aviez assuré que l'école n'était pas menacée : c'est une trahison. » Le co-président de l'Association des parents d'élèves a poursuivi : « **Des fratries vont s'inscrire pour l'année scolaire 2024-2025. Rien ne dit que dans deux ans les effectifs ne vont pas repartir. Vous pourriez désengorger les autres écoles comme Victor-Hugo et Sarceaux.** » Jean-Louis Méneréul a contredit cette idée fautive par les chiffres de fréquentation de ces écoles.

Elsa Lauff-Poncheaux, déléguée des parents, a proposé que des élèves handicapés soient accueillis : « **Notre école est de plain-pied partout** ». Marie Le Houëdec, également déléguée, a été fortement applaudie lorsqu'elle a pointé : « **Vous nous avez fait tout un pataquès avec le nom du territoire pour davantage d'attractivité. Cette fermeture serait en inadéquation avec l'image que vous voulez donner.** » Les parents ont aussi insisté sur « les travaux demandés depuis quinze ans et jamais réalisés. » Dernièrement, « il a fallu envoyer des photos pour que les toilettes soient réparées » alors que des enfants n'osaient plus y aller.

En 1988, la fermeture frôlée

L'assistante maternelle du quartier a indiqué avoir signé pour accueillir deux enfants qui iront dans cette école à la rentrée. Une maman s'est présentée comme une nouvelle habitante du quartier depuis un mois. Même l'ancien directeur de l'école, M. Rey, a soutenu : « **En 1988, une fermeture devait déjà avoir lieu et l'école n'a pas coulé : attendons !** »

« **Vous restez fermé aux solutions : ayez le courage de nous dire On essaye** », a apostrophé un père. Au bout d'une heure, le président de l'intercom a tendu une perche : « **On va essayer. Nous allons travailler en atelier structuré pour voir si vos propositions sont faisables, concrètes, réelles.** » Une délégation de parents sera reçue avant le 30 juin pour une réunion de travail.

Danièle FOUREY.



Les membres du bureau de l'Association des parents d'élèves ont d'abord répondu au président de l'intercom, Frédéric Leveillé, assisté de Jean-Louis Méneréul, vice-président chargé des affaires scolaires. Puis d'autres parents ou des soutiens – grands-parents, nounou, et l'ancien directeur de l'école – ont donné leur avis. Ouest-France